

LES BANDERISTES UKRAINIENS ET L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE : UNE HISTOIRE PLUS VIEILLE QU'IL NE SEMBLE

par ANNIE LACROIX-RIZ*

« *L'indépendance de l'Ukraine* » – en bon français, la séparation d'avec la Russie en vue du contrôle de cette caverne d'Ali Baba européenne par une ou plusieurs grandes puissances non russes – constitue un objectif remontant aux débuts mêmes de l'ère impérialiste.

Parmi les candidats à la relève, deux alliés et rivaux se sont imposés :

1° l'Allemagne qui, en quête d'espace vital, a soutenu dès avant 1914 « l'autonomisme ukrainien », avec l'appui jamais démenti du Vatican, muni de l'efficace machine de guerre uniate ;

2° les États-Unis, qui l'ont, depuis les années 1930, régulièrement accompagnée.

Ancienne mais toujours inconnue en France, cette ambitieuse entreprise s'est intensifiée aux États-Unis depuis l'ère Reagan [1], et plus encore après la chute de l'URSS, avec la phase des « révolutions oranges » : l'épisode Maïdan de 2014 et ses suites, décrits, au grand dam des médias dominants français, par le journaliste Paul Moreira [2], ont promu les forces banderistes-nazies, dont Washington avait sauvé en 1945 puis utilisé sans répit les chefs, Stepan Bandera et Mikola Lebed, et leurs successeurs, en vue d'une désintégration de l'URSS.

Cette offensive politique a généré une énorme opération de propagande internationale sous l'égide des États-Unis et de l'Union européenne, sur le thème de la « famine génocidaire en Ukraine » de 1933, dite « Holodomor » (ne manquez pas la recherche Internet, entamée actuellement par « Holodomor 7 millions de chrétiens exterminés par les juifs »). L'offensive ne s'est pas bornée au terrain de masse de la presse écrite et audiovisuelle. Des groupes « ukrainiens », dont l'association « Ukraine 33 », hébergée à sa fondation par l'archevêché de Lyon, et avec Mgr Decourtray pour président d'honneur, s'agitèrent en France dès le début des années 2000. Du côté séduisant, « Ukraine 33 » s'efforçait de conquérir les associations juives et « humanitaires » pour célébrer en commun, via des colloques, les « génocides des Juifs et des Ukrainiens ». Parce que j'avais envoyé en 2004 via Internet, dans le cadre d'un cours de concours, un dossier d'archives diplomatiques démontrant l'absurdité de la thèse « génocidaire », Ukraine 33 déploya d'intenses efforts médiatiques et politiques (jusqu'auprès du président de la République Jacques Chirac) pour me faire exclure de l'université comme « négationniste ».

Du côté moins séduisant, le groupe toujours officiellement voué à la commémoration de l'« Holodomor » [4] est très lié au Congrès ukrainien mondial, sis à Washington et présidé jusqu'en 2008 par Askold Lozynskyj, toujours [5], dont le New-York Times avait publié ce courrier du 18 juillet 2002 : « *Quand les Soviétiques furent contraints à la retraite devant l'invasion des nazis en juin 1941, ils massacrèrent leurs prisonniers [...] d'Ukraine occidentale arrêtés et internés par dizaines de milliers en 1939 [...]. Ce fut accompli avec l'aide des communistes*

locaux, surtout ethniquement juifs. Ce massacre ne constituait malheureusement pas une aberration des œuvres soviétiques en Ukraine. En 1932-33 en Ukraine



Levez vous au combat contre le bolchevisme dans les rangs de la Division de Galicie

orientale, les Soviétiques avaient déjà assassiné environ 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens au moyen d'un génocide stratégiquement planifié de famine artificielle. L'homme choisi par Joseph Staline pour perpétrer ce crime était un juif, Lazare Kaganovitch. Le célèbre historien britannique Norman Davies a conclu qu'aucune nation n'avait eu autant de morts que l'ukrainienne. Ce qui fut dans une large mesure le résultat des œuvres à la fois des communistes et des nazis. Les Russes et les Allemands étaient des barbares. Mais les juifs étaient les pires. Ils trahirent leurs voisins et le firent avec tant de zèle ! »

Les succès remportés par l'opération conjointe de séduction et de châtiement poussèrent les banderistes à l'imprudence : fin mai 2006, à l'Arc de Triomphe, ils rendirent hommage officiel à Petlioura sous la protection des forces de police. La LICRA, qui se rappelait que l'exécution du pogromiste Petlioura par le juif ukraïno-bessarabien Schwartzbard, en 1926, était à l'origine de sa création, protesta vivement, bien que son président appartint au même parti que les gouvernants français, dont le ministre de l'Intérieur Sarkozy.

L'offensive sembla bloquée, mais la conjoncture « ukrainienne » l'a relancée considérablement. Sa puissance vient de se manifester par l'organisation du 8 au 11 mars d'un colloque à couverture universitaire : « La Shoah en Ukraine. Nouvelles perspectives sur les malheurs du 20^e siècle », sous l'égide des publicistes, notoires pour leurs écrits russophobes, Philippe de Lara et Galia Ackermann. Ces solides défenseurs de l'Ukraine de

Maïdan ont entraîné dans l'opération l'Inalco, Paris 2 et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, associée à son financement. L'opération, promue par Libération [6], quotidien auquel la russophobie tient lieu de ligne de politique extérieure, a été tuteurée par l'ambassade d'Ukraine. Celle-ci a fourni, outre la masse de l'assistance fort excitée, les intervenants ukrainiens, dont Volodymyr Vyatrovych, singulier « historien » bandériste connu de longue date [7]. Celui-ci, au cours d'une intervention dont une vidéo va sans doute être mise en circulation, y a notamment déclaré, entre autres énormités, et sans que les chercheurs français prissent l'initiative de quitter la salle : « nous, Ukrainiens et juifs, nous avons de quoi avoir honte pour nos ancêtres », les uns et les autres ayant également procédé à des massacres.

Les mises en garde d'universitaires étrangers n'avaient pas manqué contre de tels partenaires, ce dont témoignent les articles des 10 et 13 mars du site « les-crisis » [8]. Une des participantes de la session, Delphine Bechtel, germaniste civilisation-

tout une protestation officielle qui mettrait les Ukrainiens invités et leur relais politiques et de presse en mesure « de dire que [les universitaires français participants sont] un ramassis de bolchéviques. »

J'ignore comment les participants français pourront justifier en termes académiques leur présence à une telle session, effarante, tant par son contenu que par sa conclusion : « après le dernier dîner » dudit colloque, qui avait eu lieu « dans un restaurant de la rue Racine, choisi précisément pour son emplacement, les participants ont été invités à se réunir à l'endroit où Petlioura avait été tué par Schwartzbard en 1926. » Il n'a pas été précisé si des Français étaient présents à cette ultime étape des festivités.

La situation est d'autant plus grave qu'une nouvelle étape du mensonge historique assorti du badigeonnage des banderistes se prépare, plus grave encore car sous la seule bannière universitaire : le Mémorial de Caen vient d'annoncer qu'il organisera, les 22-24 novembre 2017, un colloque sur la « mémoire des génocides », d'où « l'histoire » avérée des génocides sera strictement bannie, et où « [les] famines programmées et [les] grandes purges de la Russie soviétique des années 1930 » voisineront, entre autres, avec l'« extermination des Juifs et des Tziganes par l'Allemagne nazie et [la] guerre d'anéantissement à l'Est durant la Seconde Guerre mondiale ». J'en reparlerai. ■

* Annie Lacroix-Riz est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7

[1] www.historiographie.info/ukr33maj2008.pdf, Tottle Douglas, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, en ligne; mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 2010

[2] www.youtube.com/watch?v=gbJmjiVtqFU

[3] Richard Breitman et Norman Goda, *Hitler's Shadow: Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War*, National Archives, 2010, www.archives.gov/iwg/reports/hitlers-shadow.pdf, chap. 5 « Collaborators : Allied intelligence and the Organization of Ukrainian Nationalists », p. 73-97 et vimeo.com/151994776 (« La campagne internationale sur "La famine en Ukraine", de 1933 à nos jours », 14 janvier 2016)

[4] ukraine33.free.fr/web/rubrique.php3?id_rubrique=54

[5] www.ukrweekly.com/uwvp/author/askold-s-lozynskyj/

[6] comite-ukraine.blogs.liberation.fr/2017/02/23/un-nouveau-regard-sur-la-shoah-en-ukraine/

[7] en.wikipedia.org/wiki/Volodymyr_Viatrovych

[8] www.les-crisis.fr/une-histoire-faussee-ne-cree-pas-damis-par-andreas-umland/ – www.les-crisis.fr/un-revisionniste-ukrainien-a-la-sorbonne-ce-week-end-action/ – www.les-crisis.fr/volodymyr-viatrovich-l-historien-qui-blanchit-le-passe-historique-de-l-ukraine-par-josh-cohen/

[9] www.les-crisis.fr/mensonges-et-legitimation-dans-la-construction-nationale-en-ukraine-2005-2010-par-delphine-bechtel



Pogrom de juillet 1941 à Lviv (ex Lwów)

niste de Paris 4 [9], attirée dans ce piège, avait cru pouvoir « contrer » cette prévisible tempête bandériste. Elle a admis, au terme d'un colloque sur lequel on attend information complète, que « tout cela [était] très grave et entach[ait] notre université et nos institutions ». Accablée, elle a projeté un « texte commun » de protestation des universitaires français associés à ce désastre, texte qui n'a, à ma connaissance, pas été rédigé. Le serait-il qu'il ne réglerait pas l'essentiel : une fraction de « l'Université française » spécialiste de la « destruction des juifs d'Europe » a été associée à cette opération bandériste, aux côtés de pro-banderistes français notoires; et elle n'a, à cette date, ni admis s'y être fourvoyée, ni mis en garde contre les périls imminents. Elle redoute plus que